

**No. 39387**

---

**France  
and  
Romania**

**Agreement between the Government of the French Republic and the Government of Romania on cooperation for the protection of Romanian minors having difficulties in the territory of the French Republic and on their return to their country of origin, and in combating the exploitation networks. Paris, 4 October 2002**

**Entry into force:** *1 February 2003 by notification, in accordance with article 10*

**Authentic texts:** *French and Romanian*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 9 June 2003*

---

**France  
et  
Roumanie**

**Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie relatif à une coopération en vue de la protection des mineurs roumains en difficulté sur le territoire de la République française et à leur retour dans leur pays d'origine, ainsi qu'à la lutte contre les réseaux d'exploitation. Paris, 4 octobre 2002**

**Entrée en vigueur :** *1er février 2003 par notification, conformément à l'article 10*

**Textes authentiques :** *français et roumain*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 9 juin 2003*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
ET LE GOUVERNEMENT DE LA ROUMANIE RELATIF À UNE  
COOPÉRATION EN VUE DE LA PROTECTION DES MINEURS ROU-  
MAINS EN DIFFICULTÉ SUR LE TERRITOIRE DE LA RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE ET À LEUR RETOUR DANS LEUR PAYS D'ORIGINE, AIN-  
SI QU'À LA LUTTE CONTRE LES RÉSEAUX D'EXPLOITATION

Les Gouvernements de la République française et de la Roumanie, ci-dessous nommés les Parties,

Aspirant au développement et à la poursuite des relations bilatérales, dans l'esprit du Traité d'entente amicale et de coopération entre la République française et la Roumanie, conclu à Paris le 20 novembre 1991 ;

Réaffirmant les engagements résultant de l'Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie concernant la réadmission des personnes en situation illégale signé à Bucarest le 12 avril 1994, et de l'Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie concernant la coopération dans le domaine des affaires internes, signé à Bucarest le 21 février 1997 ;

Réitérant les engagements de la Déclaration commune relative à la coopération dans le domaine de la protection et du soutien des mineurs roumains se trouvant en France, en situation d'isolement, signée à Paris le 4 mars 2002, et par le Mémoire d'entente conclu entre la France et la Roumanie, relatif aux problèmes des mineurs roumains se trouvant en difficulté sur le territoire français, conclu à Bucarest le 30 août 2002 ;

Réaffirmant les engagements figurant dans le Protocole des ministres de l'intérieur de la République française et de la Roumanie relatif au renforcement de la coopération bilatérale afin de lutter contre la criminalité organisée, la traite des êtres humains et d'assurer la sécurité interne des deux pays, signé à Bucarest le 30 août 2002 ;

Convaincus de la nécessité de la coopération bilatérale dans le domaine de la protection de l'enfant, tant pour résoudre les situations des mineurs roumains se trouvant en difficulté sur le territoire de la République française, que pour prévenir de telles situations de risque pour les enfants roumains ;

Se conformant aux principes de l'égalité et de la réciprocité ;

Respectant les législations nationales de leurs Etats, les normes et les principes du droit international et compte tenu des dispositions de la Convention des droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies le 20 novembre 1989,

Sont convenus de ce qui suit :

*Article 1er. Domaine d'application*

Sur la base du présent Accord et conformément aux législations nationales de leurs Etats, aux normes et aux principes du droit international, les Parties contractantes collaboreront pour :

1. Résoudre la situation de mineurs roumains se trouvant en difficulté sur le territoire de la République française - à savoir les enfants roumains exposés aux risques d'abus, d'exploitation, ou de délinquance - et de prévenir de telles situations ;

2. Faciliter les échanges de données et d'informations, afin de résoudre le plus efficacement possible la situation des enfants roumains se trouvant en difficulté sur le territoire de la République française, et de contribuer à prévenir des situations d'isolement ou de risque pour ceux-ci, y compris les récidives.

*Article 2. Objectifs de la collaboration*

Pour réaliser les dispositions du présent Accord, les Parties contractantes conviennent des objectifs suivants :

1. Identifier et protéger les mineurs roumains, sans représentants légaux, victimes ou auteurs d'infractions pénales, en difficulté sur le territoire de la République française ;

2. Préparer les mesures de protection et de réintégration sociale nécessaires et notamment, selon les situations, les formalités de retour dans leur pays des mineurs roumains en difficulté sur le territoire de la République française ;

3. Favoriser le retour dans leur pays et, éventuellement, dans leur famille, si la situation le permet, des mineurs roumains en situation d'isolement sur le territoire français ;

4. Adopter des mesures de protection spéciale pour ces enfants, sur le territoire des Parties contractantes ;

5. Suivre, pendant une période d'au moins 6 mois, chaque cas, en vue de leur réintégration sociale ;

6. Dissuader les mineurs eux-mêmes de se placer dans une telle situation d'isolement et sensibiliser les familles roumaines aux risques encourus afin de prévenir leur exploitation et de lutter efficacement contre les réseaux et organisations criminelles qui tirent profit de l'exploitation de ces mineurs.

*Article 3. Plan de mesures : prise en charge et organisation du retour en Roumanie, accueil en Roumanie*

1. Prise en charge des mineurs roumains en difficulté sur le territoire français

La Partie française met en place un dispositif de prise en charge des mineurs roumains en difficulté sur son territoire, en s'appuyant notamment sur la constitution d'un groupement d'ONG françaises et procède à une évaluation relative au nombre et à la situation générale de ces mineurs roumains.

La prise en charge du mineur comprend : la prise de contact sur le territoire français, l'instauration d'un lien de confiance, l'accueil, l'hébergement, le suivi sanitaire, l'élaboration

d'un projet d'accueil en Roumanie, la préparation du retour et l'accompagnement des mineurs jusqu'en Roumanie.

## 2. Création d'un groupe de liaison opérationnel

Afin de faciliter les relations opérationnelles entre les autorités françaises et roumaines, notamment l'échange d'informations, un groupe de liaison opérationnel composé de spécialistes désignés par les Parties est mis en place.

Ce groupe est constitué de spécialistes, points de contacts ; la liste de ses membres et ses modes de fonctionnement sont fixés par accord entre les Parties.

Il a pour mission de :

- faciliter l'identification des mineurs roumains isolés sur le territoire français ;
- améliorer la prise en charge de ces mineurs et faciliter le retour dans leur pays quand les conditions sont réunies ;

Contribuant ainsi à la lutte contre les réseaux à l'origine de leur venue et de leur exploitation en France.

## 3. Identification des mineurs isolés et réalisation d'une enquête sociale

Les autorités françaises fournissent dans les meilleurs délais aux autorités consulaires roumaines toutes informations pertinentes sur la situation des mineurs faisant l'objet de mesures de protection ou ayant fait l'objet d'un contact avec le groupement d'ONG françaises.

Dès réception de cette information, les autorités roumaines effectuent une enquête visant notamment à identifier la famille de l'enfant et les conditions dans lesquelles le mineur a quitté sa famille.

Les autorités roumaines communiquent aux autorités françaises compétentes les résultats de cette enquête.

## 4. Elaboration d'un projet de retour

Le projet de retour dans la famille, dans une famille d'accueil, ou le cas échéant dans une structure d'accueil adaptée roumaine, est élaboré au maximum dans les quatre mois suivant l'information par la Partie française des autorités roumaines. Ce projet est élaboré par le Conseil Départemental du lieu d'origine de l'enfant avec le concours de l'Autorité Nationale pour la Protection de l'Enfant et à l'Adoption.

## 5. Organisation du retour

Au vu des garanties offertes par le projet de suivi éducatif, social et sanitaire, le juge des enfants français peut ordonner la main levée du placement judiciaire du mineur concerné, afin de permettre son retour.

L'organisation du retour des mineurs est assurée par l'Office des Migrations Internationales.

## 6. Accueil en Roumanie

La Partie roumaine prend, immédiatement après le retour des mineurs, les mesures de protection qu'elle considère comme nécessaires conformément à la législation roumaine. L'Autorité Nationale pour la Protection de l'Enfant et à l'Adoption sélectionnera les ONG

roumaines susceptibles d'intervenir dans le processus d'élaboration du projet de retour et dans sa mise en place.

*Article 4. Actions préventives bilatérales*

Des actions préventives de coopération bilatérale seront établies d'un commun accord et consisteront à former des travailleurs sociaux des services publics roumains spécialisés et, d'autre part, à développer sur le territoire de la Roumanie des actions d'information et d'éducation de la population.

*Article 5. Financement des actions*

La Partie française assure le financement des actions en ce qui concerne l'évaluation, l'identification, la protection des mineurs sur le territoire de la République française, ainsi que le transport des mineurs roumains dans leur pays. Dans la limite de ses disponibilités budgétaires, elle concourt à la participation des ONG roumaines prévue à l'article 3.6 ainsi qu'à la réalisation des actions prévues à l'article 4.

*Article 6. Règlement des litiges*

Les litiges éventuels relatifs à l'interprétation ou à la mise en oeuvre du présent Accord seront résolus par des négociations directes entre les autorités compétentes des Etats.

En cas de non-résolution d'un litige par la procédure établie à l'alinéa 1, celui-ci sera résolu par voie diplomatique.

*Article 7. Relation avec d'autres actes internationaux*

Le présent Accord ne porte pas atteinte aux obligations assumées par les Parties contractantes à travers d'autres actes internationaux.

*Article 8. Langue officielle*

Dans la mise en oeuvre du présent Accord, les autorités compétentes utilisent les langues officielles de leurs Etats.

*Article 9. Mise en oeuvre*

1. Dans un délai de 2 mois à partir de la signature du présent Accord, les modalités concrètes de son exécution sont précisées par accord entre les Parties.

2. Tous les 6 mois sera élaboré un rapport d'étape, qui évaluera l'avancement des applications du présent Accord. Le premier rapport sera rédigé 8 mois après la signature du présent Accord. Les modalités de rédaction de ces rapports seront prévues par l'accord entre les Parties mentionné à l'alinéa 1.

3. Les actions prévues dans les articles précédents seront menées en complémentarité avec les programmes financés par l'Union Européenne dans les domaines concernant le présent Accord.

*Article 10. Dispositions finales*

1. Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du mois suivant la date de réception de la dernière des deux notifications par lesquelles les Parties se communiquent réciproquement l'accomplissement des procédures internes nécessaires à son entrée en vigueur.

2. Le présent Accord est conclu pour une durée de trois ans.

3. Il pourra être dénoncé par l'une des deux parties à tout moment par une notification écrite. Dans ce cas, la dénonciation prend effet 3 mois après la date de réception de cette notification.

4. Les Parties peuvent décider de modifier le présent Accord. Ces modifications entreront en vigueur conformément aux procédures prévues au point 1.

Le présent Accord a été signé à Paris, le 4 octobre 2002, en deux exemplaires originaux, en langues française et roumaine, les deux textes étant également authentiques.

Pour le Gouvernement de la République française :

JEAN-PIERRE RAFFARIN

Le Premier ministre

Pour le Gouvernement de la Roumanie :

ADRIAN NASTASE

Le Premier ministre

[ ROMANIAN TEXT — TEXTE ROUMAIN ]

**ACORD  
INTRE  
GUVERNUL REPUBLICII FRANCEZE  
SI  
GUVERNUL ROMÂNIEI  
PRIVIND  
COOPERAREA IN VEDEREA PROTECTIEI MINORILOR ROMANI  
AFLATI IN DIFICULTATE PE TERITORIUL REPUBLICII FRANCEZE  
SI A INTOARCERII ACESTORA IN TARA DE ORIGINE, PRECUM SI  
A LUPTEI IMPOTRIVA RETELELOR DE EXPLOATARE**

**Guvernele Republicii Franceze si României, denumite in continuare Parti,**

**aspirand la dezvoltarea in continuare a relatiilor bilaterale, in spiritul Tratatului de intelegere amicala si cooperare intre Republica Franceza si România, incheiat la Paris la 20 noiembrie 1991,**

**reafirmandu-si angajamentele rezultate prin Acordul intre Guvernul Republicii Franceze si Guvernul României privind readmisia persoanelor aflate in situatie ilegala, semnat la Bucuresti la 12 aprilie 1994, precum si prin Acordul intre Guvernul Republicii Franceze si Guvernul României privind cooperarea in domeniul afacerilor interne, semnat la Bucuresti la 21 februarie 1997,**

**reiterand angajamentele cuprinse in Declaratia comuna privind cooperarea in domeniul protectiei si sprijinirii minorilor romani care se afla in Franta in situatii de izolare, semnata la Paris la 4 martie 2002, si prin Memorandumul de intelegere incheiat intre Franta si România asupra problemelor minorilor romani aflati in dificultate pe teritoriul francez, incheiat la Bucuresti la 30 august 2002,**

**reafirmandu-si angajamentele care rezulta din Protocolul ministrilor de interne din Republica Franceza si România referitor la intarirea cooperarii bilaterale in scopul luptei impotriva criminalitatii organizate, a traficului de fiinte umane si al asigurarii securitatii interne in cele doua tari, semnat la Bucuresti la 30 august 2002,**

convinse de necesitatea cooperării bilaterale în domeniul protecției copilului, atât în scopul soluționării situației minorilor romani în dificultate aflați pe teritoriul Republicii Franceze, cât și în scopul prevenirii unor astfel de situații de risc pentru copiii romani,

conformându-se principiilor egalității și reciprocității,

respectând legislațiile naționale ale Statelor lor, normele și principiile dreptului internațional și având în vedere prevederile Convenției cu privire la drepturile copilului, adoptată de Adunarea Generală a Organizației Națiunilor Unite, la 20 noiembrie 1989,

au convenit următoarele:

#### **ARTICOLUL 1** **Domeniul de aplicare**

În baza prezentului Acord și în conformitate cu legislațiile naționale ale statelor lor, cu normele și principiile dreptului internațional, părțile contractante vor colabora pentru:

1. soluționarea situației minorilor romani aflați în dificultate pe teritoriul Republicii Franceze - respectiv copiii romani expuși riscurilor de a fi abuzați, exploatați sau de a comite acte de delincvență - precum și pentru prevenirea unor astfel de situații,
2. facilitarea schimburilor de date și informații, în scopul soluționării cât mai eficiente a situației copiilor romani aflați în dificultate pe teritoriul Republicii Franceze și pentru a contribui la prevenirea situațiilor de izolare și risc pentru aceștia, inclusiv a recidivelor.

#### **ARTICOLUL 2** **Obiectivele colaborării**

Pentru îndeplinirea prevederilor prezentului Acord, părțile contractante convin asupra următoarelor obiective:

1. identificarea și protejarea minorilor romani fără reprezentanți legali, victime sau autori de infracțiuni penale, aflați în dificultate pe teritoriul Republicii Franceze;



2. pregătirea măsurilor de protecție și reintegrare socială necesare și în special, în funcție de situație, a formalităților de întoarcere în țara lor a minorilor români aflați în dificultate pe teritoriul Republicii Franceze;
3. favorizarea întoarcerii în țara lor și, eventual, în familia lor, atunci când acest lucru este posibil, a minorilor români aflați în situație de izolare pe teritoriul Franței;
4. dispunerea măsurilor de protecție specială a acestor copii, pe teritoriile partilor contractante;
5. monitorizarea, pentru o perioadă de cel puțin 6 luni, a fiecărui caz, în vederea reintegrării sociale a acestora;
6. acționarea în vederea convingerii minorilor de a nu se pune în situație de izolare și de sensibilizare a familiilor române cu privire la riscurile la care s-ar expune, pentru a preveni exploatarea și pentru a lupta cu eficacitate împotriva rețelelor și organizațiilor criminale care obțin profituri din exploatarea acestor minori.

### **ARTICOLUL 3**

**Plan de măsuri : Asistența minorilor și organizarea întoarcerii în România, primirea în România**

#### **1. Asistența minorilor români în dificultate pe teritoriul francez**

Partea franceză organizează un dispozitiv de asistență a minorilor români aflați în situație de izolare pe teritoriul său, sprijinindu-se cu precădere pe constituirea unei grupări de ONG-uri franceze și efectuează o evaluare privind numărul și situația generală a acestor minori.

Asistența minorului cuprinde : luarea de contact pe teritoriul francez, crearea unei relații de încredere, primirea, gazduirea, asistența medicală, elaborarea unui proiect de primire în România, pregătirea întoarcerii și însoțirea minorilor până în România.

#### **2. Crearea unui grup operațional de legătură**

**In scopul facilitarii relatiilor operationale intre autoritatile romane si franceze, in special a schimbului de informatii, se creaza un grup operational de legatura format din specialisti desemnati de catre parti.**

**Acest grup este constituit din specialisti, puncte de contact, lista acestor membri si modalitatile de functionare fiind stabilite prin intelegere intre Parti.**

**Grupul de legatura are ca misiune :**

- **facilitarea identificarii minorilor romani aflati in situatii de izolare pe teritoriul francez ;**
- **imbunatatirea ingrijirii acestor minori si facilitarea intoarcerii lor in tara, atunci cand conditiile sunt indeplinite ;**

**Contribuind astfel la lupta impotriva retelelor aflate la originea venirii lor in Franta si a exploatarii lor pe teritoriul francez .**

**3. Identificarea minorilor izolati si realizarea unei anchete sociale.**

**Autoritatile franceze furnizeaza in cel mai scurt timp autoritatilor consulare romane toate informatiile pertinente privind situatia minorilor care fac obiectul masurilor de protectie sau care au facut obiectul unui contact cu gruparea ONG-urilor franceze.**

**Imediat dupa primirea acestor informatii, autoritatile romane efectueaza o ancheta care sa vizeze in mod special identificarea familiei copilului si a conditiilor in care minorul si-a parasit familia.**

**Autoritatile romane comunica autoritatilor franceze competente rezultatele acestei anchete.**

**4. Elaborarea unui proiect de intoarcere**

**Proiectul de intoarcere in propria familie, intr-o familie de primire, sau, dupa caz, intr-o structura romaneasca adaptata, este elaborat in maximum patru luni dupa informarea autoritatilor romane de catre Partea franceza. Acest proiect este elaborat de catre Consiliul Judetean de la locul de origine al**

**copilului, cu concursul Autoritatii Nationale pentru Protectia Copilului si Adoptie.**

#### **5. Organizarea intoarcerii**

**In baza garantiilor oferite de catre proiectul de monitorizare educativ, social si medical, judecatorul francez pentru copii poate dispune scoaterea minorului respectiv de sub plasamentul judiciar, pentru a permite intoarcerea in tara.**

**Organizarea intoarcerii minorilor este asigurata de catre Oficiul pentru Migratie Internationala.**

#### **6. Primirea in România.**

**Partea romana dispune, imediat dupa intoarcerea minorilor in tara, masurile de protectie pe care le considera necesare, conform legislatiei romane.**

**Autoritatea Nationala pentru Protectia Copilului si Adoptie va selectiona ONG-urile romanesti care pot, eventual, interveni in procesul de elaborare a proiectului de intoarcere si in punerea in aplicare a acestuia.**

#### **Articolul 4 Actiuni preventive bilaterale**

**Actiuni preventive de cooperare bilaterala vor fi stabilite de comun acord si vor consta in formarea lucratorilor sociali ai serviciilor publice romane specializate si, pe de alta parte, in dezvoltarea, pe teritoriul României, a unor actiuni de informare si de educare a populatiei.**

#### **ARTICOLUL 5 Finantarea actiunilor**

**Partea franceza asigura finantarea actiunilor privind evaluarea, identificarea, protectia minorilor pe teritoriul Republicii Franceze, precum si transportul minorilor romani in tara lor. In limita disponibilitatilor sale financiare, aceasta participa la interventia ONG-urilor romanesti prevazute la articolul 3.6, precum si la realizarea actiunilor prevazute la articolul 4 .**

**ARTICOLUL 6**  
**Solutionarea litigiilor**

Eventualele litigii privind interpretarea sau aplicarea prezentului Acord vor fi rezolvate pe calea tratativelor directe dintre autoritatile competente ale statelor parti.

In cazul nesolutionarii unui litigiu prin procedura stabilita la alin. 1, acesta va fi rezolvat pe cale diplomatica.

**ARTICOLUL 7**  
**Relatia cu alte acorduri internationale**

Prezentul Acord nu aduce atingere obligatiilor asumate de partile contractante prin alte acorduri internationale.

**ARTICOLUL 8**  
**Limba oficiala**

In aplicarea prezentului Acord autoritatile competente utilizeaza limbile oficiale ale Statelor lor.

**ARTICOLUL 9**  
**PUNEREA IN APLICARE**

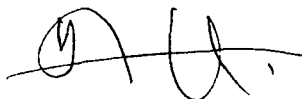
1. In termen de 2 luni de la semnarea prezentului Acord, se precizeaza prin intelegere intre parti modalitatile concrete pentru executarea sa;
2. la fiecare 6 luni, se intocmeste un raport de etapa, care va evalua stadiul aplicarii prezentului Acord. Primul raport va fi redactat la 8 luni dupa semnarea prezentului Acord. Modalitatile de redactare a acestor rapoarte vor fi prevazute prin intelegerea intre Parti mentionata la alineatul 1.
3. Actiunile prevazute la articolele precedente sunt desfasurate in complementaritate cu programele finantate de catre Uniunea Europeana in domeniile care privesc prezentul Acord.

**Articolul 10**  
**Dispozitii finale**

- 1. Prezentul Acord va intra in vigoare in prima zi a lunii urmatoare datei de primire a ultimei din cele doua notificari prin care partile isi comunica reciproc indeplinirea procedurilor interne necesare intrarii acestuia in vigoare.**
- 2. Prezentul Acord este incheiat pentru o perioada de trei ani.**
- 3. Acesta poate fi denuntat in orice moment de catre oricare din Parti prin notificare scrisa. In acest caz, denuntarea isi produce efectele dupa trecerea a 3 luni de la data primirii acestei notificari.**
- 4. Partile pot conveni asupra modificarii prezentului Acord. Aceste modificari vor intra in vigoare conform procedurii prevazute la punctul 1.**

**Prezentul acord a fost semnat la Paris, la 4 octombrie 2002, in doua exemplare originale, fiecare in limbile franceza si romana, ambele texte fiind egal autentice.**

**Pentru Guvernul Republicii  
Franceze**



**Jean Pierre RAFFARIN**  
Prim - Ministru

**Pentru Guvernul  
României**



**Adrian NASTASE**  
Prim - Ministru

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF ROMANIA ON COOPERATION FOR THE PROTECTION OF ROMANIAN MINORS HAVING DIFFICULTIES IN THE TERRITORY OF THE FRENCH REPUBLIC AND ON THEIR RETURN TO THEIR COUNTRY OF ORIGIN, AND IN COMBATING THE EXPLOITATION NETWORKS

The Governments of the French Republic and of Romania, hereinafter referred to as "the Parties",

Desiring to develop and pursue bilateral relations, in the spirit of the Treaty of Friendship and Cooperation between the French Republic and Romania, concluded at Paris on 20 November 1991,

Reaffirming the commitments resulting from the Agreement between the Government of the French Republic and the Government of Romania concerning the readmission of persons in an irregular situation, signed at Bucharest on 12 April 1994, and the Agreement between the Government of the French Republic and the Government of Romania concerning cooperation in internal affairs, signed at Bucharest on 21 February 1997,

Reiterating the undertakings made in the Joint Declaration on cooperation in the protection and support of Romanian minors who find themselves isolated in France, signed at Paris on 4 March 2002, and in the Memorandum of Understanding concluded between France and Romania concerning the problems of Romanian minors having difficulties in French territory, concluded at Bucharest on 30 August 2002,

Reaffirming the undertakings made in the Protocol of the Ministers of the Interior of the French Republic and of Romania concerning the strengthening of bilateral cooperation to combat organized crime and trafficking in human beings and to ensure the internal security of the two countries, signed at Bucharest on 30 August 2002,

Convinced of the need for bilateral cooperation in the protection of children both to resolve the situation of Romanian minors having difficulties in the territory of the French Republic and to prevent Romanian children from being in situations where they are at risk,

In conformity with the principles of equality and reciprocity,

With respect for the national legislation of their States, the norms and principles of international law, and taking into account the provisions of the Convention on the Rights of the Child, adopted by the General Assembly of the United Nations on 20 November 1989,

Have agreed as follows:

*Article 1. Scope*

On the basis of this Agreement and in accordance with the national legislation of their respective States and the norms and principles of international law, the Contracting Parties shall cooperate:

1. To resolve the situation of Romanian minors having difficulties in the territory of the French Republic -- namely, Romanian children exposed to the risk of abuse, exploitation or delinquency -- and to resolve such situations,

2. To facilitate exchanges of data and information in order to resolve as efficiently as possible the situation of Romanian children who find themselves in difficulties in the territory of the French Republic, and to contribute to the prevention of situations in which they find themselves isolated or at risk, including at risk of committing subsequent offences.

*Article 2. Objectives of cooperation*

In order to implement the provisions of this Agreement, the Contracting Parties agree on the following objectives:

1. To identify and protect Romanian minors without legal representation, whether victims or perpetrators of criminal offences, who find themselves in difficulties in the territory of the French Republic;

2. To prepare the necessary protection and social reintegration measures and, in particular, depending on the situation, the formalities for the return to their country of Romanian minors having difficulties in the territory of the French Republic;

3. To further the return to their country, and, if possible, to their families, if the situation permits, of Romanian minors who find themselves isolated in French territory;

4. To adopt special protection measures for those children in the territory of the Contracting Parties;

5. To follow each case, for a period of at least six months, with a view to ensuring the social reintegration of the child;

6. To dissuade the minors themselves from placing themselves in such situations where they are isolated and to make Romanian families aware of the risks incurred in order to prevent the exploitation of the minors and to combat effectively the criminal networks and organizations profiting from their exploitation.

*Article 3. Plan of measures: Taking minors into care and organizing their return to Romania and their reception in Romania*

1. Taking Romanian minors who find themselves in difficulties in French territory into care.

The French Party shall create a mechanism for taking Romanian minors having difficulties in its territory into care, inter alia, by establishing a group of French non-governmental organizations, and shall carry out an evaluation of the number and the general situation of those Romanian minors.

Taking a minor into care shall comprise: making contact in French territory, establishing a relationship of confidence, reception, accommodation, health monitoring, the development of a reception project in Romania, the preparations for the return, and the accompaniment of the minors to Romania.

2. Establishment of an operational liaison group.

In order to facilitate operational relations between the French and Romanian authorities, in particular the exchange of information, an operational liaison group shall be established comprising specialists appointed by the Parties.

This group shall be composed of specialists and contact points; its members and its methods of operation shall be determined by agreement between the Parties.

It mandate shall be to:

Facilitate the identification of Romanian minors isolated in French territory;

Improve the taking into care of those minors and facilitate their return to their country when the necessary conditions are met;

Thereby help to combat the networks through which the minors arrived and were exploited in France.

3. Identification of minors who find themselves isolated and social investigation.

The French authorities shall provide the Romanian consular authorities as soon as possible with all relevant information on the situation of minors who are the subject of protection measures or who have had contact with the group of French non-governmental organizations.

Once this information has been received, the Romanian authorities shall undertake an investigation, inter alia, to identify the family of the child and the conditions in which the minor left his or her family.

The Romanian authorities shall communicate the results of that investigation to the competent French authorities.

4. Organization of the return project.

The project for return to the family, to a reception family or, if need be, to a suitable Romanian reception structure shall be organized within no more than four months after the French Party has informed the Romanian authorities. The project shall be organized by the local council (Conseil Départemental) of the place of origin of the child, with the assistance of the National Authority for Child Protection and Adoption.

5. Organization of the return.

In the light of the guarantees provided by the project in terms of educational, social and health monitoring, the French juvenile magistrate may order the release of the minor in question from judicial custody to enable him or her to return.

The return of minors shall be organized by the International Organization for Migration.

6. Reception in Romania.

The Romanian Party shall, immediately upon the return of the minors, take the protection measures it deems necessary in conformity with Romanian legislation.

The National Authority for Child Protection and Adoption shall select the Romanian non-governmental organizations capable of assisting in the process of organizing and setting up a return project.



*Article 4. Bilateral preventive activities*

Bilateral cooperation in preventive activities shall be established by joint agreement and shall consist of training social workers of the specialized Romanian public services and developing public information activities in the territory of Romania to educate the population.

*Article 5. Financing of the activities*

The French Party shall ensure the financing of the activities regarding the evaluation, identification and protection of minors in the territory of the French Republic and the transport of the Romanian minors to their country. Within the limits of its budgetary constraints, it shall contribute to the participation of the Romanian non-governmental organizations referred to in article 3, paragraph 6 and the implementation of the activities referred to in article 4.

*Article 6. Settlement of disputes*

Any disputes arising from the interpretation or implementation of this Agreement shall be settled by direct negotiation between the competent authorities of the States.

In the event that a dispute cannot be settled by the procedure referred to in the preceding paragraph, the dispute shall be resolved through the diplomatic channel.

*Article 7. Relationship with other international acts*

This Agreement shall not derogate from the obligations assumed by the Contracting Parties under other international acts.

*Article 8. Official language*

In the implementation of this Agreement, the competent authorities shall use the official languages of their States.

*Article 9. Implementation*

1. Within a period of two months from the date of signature of this Agreement the specific procedures for its implementation shall be determined by agreement between the Parties;

2. Every six months an interim report shall be prepared evaluating the progress made in the implementation of this Agreement. The first report shall be prepared eight months after the date of signature of this Agreement. The procedures for the preparation of these reports shall be established by the agreement between the Parties referred to in paragraph 1;

3. The activities envisaged in the preceding articles shall be carried out in addition to the programmes financed by the European Union in the areas referred to in this Agreement.

*Article 10. Final provisions*

1. This Agreement shall enter into force on the first day of the month following the date of receipt of the latter of the notifications by which the Parties shall inform one another that they have completed the internal formalities required for its entry into force.

2. This Agreement shall be concluded for a period of three years.

3. It may be denounced by either Party at any moment by notification in writing. In that event, the denunciation shall take effect three months after the date of receipt of the notification.

4. The Parties may decide to amend this Agreement. Any amendments shall enter into force in accordance with the procedures stipulated in paragraph 1.

This Agreement has been signed in Paris on 4 October 2002, in two original copies, in the French and Romanian languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

JEAN-PIERRE RAFFARIN  
Prime Minister

For the Government of Romania:

ADRIAN NASTASE  
Prime Minister